

GREFFE  
 du Tribunal de Commerce de  
 REIMS  
 1, Place Myron Herrick  
 BP 35  
 51052 - REIMS CEDEX

**CERTIFICAT  
 DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE**

V/Réf : DM

Concernant :

Dépôt effectué par :

! S.A.R.L.	!	! S.A.R.L.	!
! AUDEXCO	!	! AUDEXCO	!
! 235 AVENUE DE LAON	!	! 235 AVENUE DE LAON	!
!	!	!	!
!	!	!	!
! 51100 REIMS	!	! 51100 REIMS	!

Numéro RCS : REIMS B 421 247 727

<22326/1998B00597>

Dénomination sociale :

AUDEXCO

Audit-Expertise-Conseil

NOM COMMERCIAL : AUDEXCO - Audit-Expertise-Conseil

! Pièces déposées le 13/12/2001 Numéro : 2103746 !

! PV ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE 05/12/2001 !  
 ! - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL !  
 ! - CONVERSION DU CAPITAL EN EURO !  
 ! - REDUCTION DE CAPITAL !  
 ! - SIEGE SOCIAL TRANSFERE AU 235 AVENUE DE LAON - !  
 ! - 51100 REIMS !

! ACTE SSP en date du 05/12/2001 !  
 ! - CESSION DE PARTS (OU DONATION) !

! STATUTS MIS A JOUR 05/12/2001 !  
 ! - MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S) !

! ACTE SSP en date du 05/12/2001 !  
 ! - CESSION DE PARTS (OU DONATION) !

! ACTE SSP en date du 05/12/2001 !  
 ! - CESSION DE PARTS (OU DONATION) !

! ACTE SSP en date du 05/12/2001 !  
 ! - CESSION DE PARTS (OU DONATION) !

**BORDEREAU DE FRAIS**

Exonéré Taxe 5,80 EUR 38,05 FRF  
 Toute reproduction du présent extrait, même certifiée conforme, est sans valeur.  
 Soumis à TVA 5,97 EUR 39,16 FRF  
 Montants en-dessus de couleur rouge signifie que vous  
 êtes en présence d'un original émanant du greffe  
 TOTAL T.T.C. 12,94 EUR 84,88 FRF

**Toute reproduction du présent extrait, même certifiée conforme, est sans valeur.**

**LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR ROUGE SIGNIFIE QUE VOUS  
ÊTES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE**

**AUDEXCO**  
**Société à Responsabilité Limitée au capital de F. 80 000**  
**Siège Social : 237 Avenue de Laon 51100 REIMS**  
**REIMS B 421 247 727**

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : **13 DEC. 2001**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 5 DECEMBRE 2001**

L'an deux mil un,

Le 5 décembre

A 16 heures,

Les associés de AUDEXCO, société à responsabilité limitée au capital de 80 000 Francs, divisé en 800 parts de 100 Francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au Cercle Colbert, 4 Rue Noël - 51100 REIMS, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR possédant	598 parts
Monsieur Sébastien LEBRASSEUR possédant	200 parts
Monsieur Daniel BISTER possédant	1 part
Monsieur Michel CANONNE possédant	1 part

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

Lecture du rapport de la gérance.

Transfert du siège social.

Augmentation du capital social d'une somme de 11 833,98 F par incorporation de réserves.

Conversion du capital social en euros et réduction de la valeur nominale des parts sociales.

Cessions de parts sociales et agrément de nouveaux associés.

Modifications corrélatives des statuts,

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : **13 DEC. 2001**

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

le rapport de la gérance,

le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Les statuts de la société.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

#### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social à REIMS (51100) 235 avenue de Laon à compter de ce jour et modifie en conséquence l'article 4 des statuts comme suit :

#### ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 235 avenue de Laon – 51100 REIMS  
Le reste sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social qui est de 80 000 Francs, divisé en 800 parts de 100 Francs chacune entièrement libérées, d'une somme de 11 833.98 Francs, et de le porter ainsi à 91 833.98 Francs par voie d'incorporation de réserves et attribuées gratuitement aux associés en fonction de leur quotité dans le capital actuel.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide que le capital social sera dorénavant exprimé en euros, par application du taux de conversion légal soit un capital de 14 000 Euros.

Il est également procédé à la réduction de la valeur nominale des parts sociales qui passe de 100 F à 10 Euros nominal chacune.

Les articles 7 et 8 des statuts auront désormais la rédaction suivante :

#### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à QUATORZE MILLE EUROS (14 000 Euros).  
Il est divisé en 1400 parts sociales de 10 Euros chacune, entièrement libérées.

#### ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR numérotées de 1 à 1048	1 048 parts sociales
à Monsieur Sébastien LEBRASSEUR numérotées de 1049 à 1398	350 parts sociales
à Monsieur Michel CANONNE numérotée 1399	1 part sociale
à Monsieur Daniel BISTER numérotée 1400	1 part sociale

Total égal au nombre de parts composant le capital social 1 400 parts sociales.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

connaissance prise des projets de cession aux termes desquels :

- Mr Daniel BISTER se propose de céder à Mr Séverin LINASSI une part sociale numérotée 1400 qu'il détient dans la société ;
- Mr Jean Claude LEBRASSEUR se propose de céder à Mr Jacques POTDEVIN une part sociale numérotée 1046 sur les 1048 parts qu'il détient dans la société.
- Mr Jean Claude LEBRASSEUR se propose de céder à Mr Gilles VERMEREN une part sociale numérotée 1047 sur les 1048 parts qu'il détient dans la société.
- Mr Jean Claude LEBRASSEUR se propose de céder à Mr Eric LINASSI une part sociale numérotée 1048 sur les 1048 parts qu'il détient dans la société.

et après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance,

décide d'autoriser lesdites cessions et d'agréer :

- Mr Jacques POTDEVIN, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes, domicilié à PARIS (17<sup>e</sup>), 22 Rue Laugier

- Mr Gilles VERMEREN, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes , domicilié à REIMS (Marne), 6 Rue de la Prison du Baillage
- Mr Séverin LINASSI, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes , domicilié à SEVIGNY WALEPPE (Ardennes), 1 Rue Basse
- Mr Eric LINASSI, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes , domicilié à ASFELD (Ardennes), 4 Jules Prévert

En qualité de nouveaux associés à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sous la condition suspensive de la réalisation des cessions ci-dessus, décide, en conséquence, de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts comme suit :

#### ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR numérotées de 1 à 1045	1 045 parts sociales
à Monsieur Sébastien LEBRASSEUR numérotées de 1049 à 1398	350 parts sociales
à Monsieur Michel CANONNE numérotée 1399	1 part sociale
à Monsieur Séverin LINASSI numérotée 1400	1 part sociale
à Monsieur Jacques POTDEVIN numérotée 1046	1 part sociale
à Monsieur Gilles VERMEREN numérotée 1047	1 part sociale
à Monsieur Eric LINASSI numérotée 1048	1 part sociale

Total égal au nombre de parts composant le capital social 1 400 parts sociales.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la gérance ou au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour constater la réalisation de la condition suspensive ci-dessus constituée par l'opposabilité desdites cessions à la société, ainsi que le caractère définitif de

toutes les modifications statutaires, en informer l'Ordre des Experts-Comptables et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes et remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

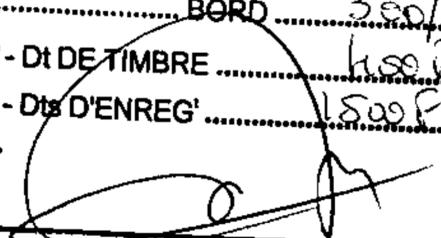
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Jean-Claude Lebrasseur".

Jean-Claude **LEBRASSEUR**  
**Gérant**

COMMUNICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE REIMS NORD Le ... <u>07</u> <u>19</u> <u>2001</u> .....	
F° ... <u>18</u> .....	BORD ... <u>300/10</u> .....
REÇU {	- Dt DE TIMBRE ... <u>1500 F</u> .....
	- Dt D'ENREG' ... <u>1500 F</u> .....
Signature : 	

**D. BERGER**  
Président

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : 13 DEC. 2001

**AUDEXCO**

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL  
DE 14 000 EUROS**

**SIEGE SOCIAL : 235 Avenue de Laon - 51100 REIMS  
RCS REIMS B 421 247 727**

**ACTES CONSTITUTIFS**

**MODIFIES EN DATE DU 5 DECEMBRE 2001**

 **CERTIFIÉ CONFORME  
A L'ORIGINAL**



**Jean-Claude LEBRASSEUR**  
*Gérant*

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : 13 DEC. 2001

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'expert-comptable et de commissaires aux comptes, et par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

La Société a pour objet, dans tous pays :

L'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pouvaient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

## **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination de la Société est :

**AUDEXCO**  
**Audit-Expertise-Conseil**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé :

**235, avenue de Laon, 51100 REIMS.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à **quatre vingt dix neuf années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Le capital social est constitué par les apports suivants :

##### **1/ Apports en nature**

**Monsieur Sébastien LEBRASSEUR** apporte à la société, en pleine propriété et en pleine jouissance sous les garanties ordinaires de fait et de droit :

<b>Un ordinateur PII/233 d'une valeur de :</b>	<b>8 500 F</b>
<b>Une imprimante Epson stylus color 600 d'une valeur de :</b>	<b>1 500 F</b>
<b>Soit au total :</b>	<b>10 000 F</b>

Les biens ci-dessus désignés n'excédant pas la somme de 50 000 F et leur valeur ne dépassant pas la moitié du capital, les associés ont décidé de ne pas les soumettre à l'évaluation d'un commissaire aux apports.

Les biens faisant l'objet de l'apport en nature de Monsieur Sébastien LEBRASSEUR dépendent de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.

**Madame Vanessa PERLO** intervenant aux présentes, **ne demande pas à être personnellement associée**. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Sébastien LEBRASSEUR.

## 2/ Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque **S.N.V.B. avenue de Laon, 51100 REIMS**, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque.

**par Monsieur Jean-Claude LEBRASSEUR, la somme de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS FRANCS, 59 800 F**

**par Monsieur Sébastien LEBRASSEUR, la somme de DIX MILLE FRANCS, 10 000 F**

**par Monsieur Daniel BISTER, la somme de CENT FRANCS, 100 F**

**par Monsieur Michel CANONNE, la somme de CENT FRANCS, 100 F**

**Soit au total la somme de SOIXANTE DIX MILLE FRANCS 70 000 F**

**Madame Monique BLOCHER** conjoint commun en biens de Monsieur Jean-Claude LEBRASSEUR, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été avertie, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Elle déclare **ne pas vouloir être personnellement associée** et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

**Madame Vanessa PERLO** conjoint commun en biens de Monsieur Sébastien LEBRASSEUR, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été averti, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Elle déclare **ne pas vouloir être personnellement associée** et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

**Madame Monique LANIÉSSE** conjoint commun en biens de Monsieur Daniel BISTER, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été averti, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Elle déclare **ne pas vouloir être personnellement associée** et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

### 3/ Récapitulation

<b>Les apports en nature représentent une valeur nette de :</b>	<b>10 000 F</b>
<b>Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de :</b>	<b>70 000 F</b>
<b>Total égal au capital social :</b>	<b>80 000 F</b>

III/ L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 5 décembre 2001 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 11 833.98 Francs par voie d'incorporation de réserves pour le porter ainsi à 91 833.98 Francs. Corrélativement à cette décision, le capital a été exprimé en euros par application du taux de conversion légal. Le capital a été porté à 14 000 Euros et la valeur nominale de chaque part sociale ramenée à 10 Euros.

### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **QUATORZE MILLE EUROS (14 000 Euros)**.

Il est divisé en **1 400 parts sociales de 10 Euros** chacune, entièrement libérées.

### ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

<b>à Monsieur Jean-Claude LEBRASSEUR, numérotées de 1 à 1 045</b>	<b>1 045 parts sociales</b>
<b>à Monsieur Sébastien LEBRASSEUR numérotées de 1 049 à 1398</b>	<b>350 parts sociales</b>
<b>à Monsieur Michel CANONNE, numérotée 1 399</b>	<b>1 part sociale</b>
<b>à Monsieur Séverin LINASSI numérotée 1 400</b>	<b>1 part sociale</b>
<b>à Monsieur Jacques POTDEVIN, numérotée 1 046</b>	<b>1 part sociale</b>
<b>à Monsieur Gilles VERMEREN, numérotée 1 047</b>	<b>1 part sociale</b>
<b>à Monsieur Eric LINASSI, numérotée 1 048</b>	<b>1 part sociale</b>
<b>Total égal au nombre de parts composant le capital social</b>	<b>1 400 parts sociales</b>

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

La liste des associés sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

La majorité des parts doit être détenue par des experts-comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que experts-comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

Les trois-quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

#### **ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

#### **ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa

responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

## **ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

## **ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

### **ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions des articles 7 et 8, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts-comptables ou commissaires aux comptes.

### **ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à

compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

## **ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE**

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

## **ARTICLE 16 : EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE**

Le professionnel associé radié du tableau des experts-comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

## **ARTICLE 17 - GERANCE**

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, parmi les associés Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes, représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

### **ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE**

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

## **ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES**

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé,

par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

## **ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

## **ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

### **ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES**

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

### **ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>o</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 1999.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

## **ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 26 - PROROGATION**

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

#### **ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

## **ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

## **ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

### **ARTICLE 30 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Expert-Comptables et des comptables agréés ou du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables agréés, soit du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

Statuts modifiés suivant Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2001

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du :

**13 DEC. 2001** CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

□ Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR,  
demeurant 237 Avenue de Laon – 51100 REIMS,

ci-après dénommé "le cédant",  
d'une part,

□ Monsieur Gilles VERMEREN,  
demeurant 6 Rue de la Prison du Baillage – 51100 REIMS,

ci-après dénommé "le cessionnaire",  
d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Reims du 18 décembre 1998, enregistré à REIMS NORD, bordereau 15915, Folio 10, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AUDEXCO, au capital de 14000 Euros, divisé en 1400 parts de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 235 Avenue de Laon - 51100 REIMS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro REIMS B 421 247 274. La société AUDEXCO a pour objet principal l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes telles que définies par l'Ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Par les présentes, Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Gilles VERMEREN qui accepte, une part sociale de 10 Euros numérotée 1047 lui appartenant dans la Société.

Monsieur Gilles VERMEREN devient l'unique propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : **13 DEC. 2001**

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DIX EUROS (10 Euros), que Monsieur Gilles VERMEREN a payé à l'instant même à Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

### DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- qu'il est né le 28 octobre 1947 à CHAMALIERES (Puy de Dôme),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Monica BLOCHER,

Etant précisé que Monica BLOCHER, conjoint commun en biens du cédant, n'a pas revendiqué la qualité d'associée à la constitution de la société.

- qu'il est de nationalité Française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 28 juin 1950 à EPERNAY (Marne),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Jocelyne ERGINO, Jocelyne ERGINO, conjoint en biens du cessionnaire a, par acte séparé annexé aux présentes, après avoir pris connaissance de ladite cession et donné son consentement, renoncé à revendiquer la qualité d'associée.
- qu'il est de nationalité Française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



## AGREMENT DE LA CESSION

Monsieur Daniel BISTER  
Monsieur Sébastien LEBRASSEUR  
Monsieur Michel CANONNE

Seuls associés de la société avec le Cédant ont autorisé ladite cession et agréé le Cessionnaire en qualité de nouvel associé à compter de ce jour.

## DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AUDEXCO est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

## FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

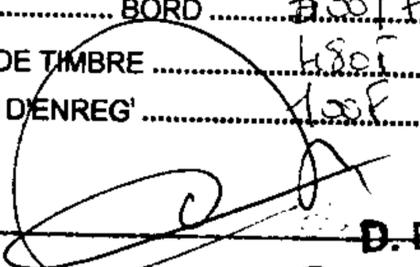
## FRAIS

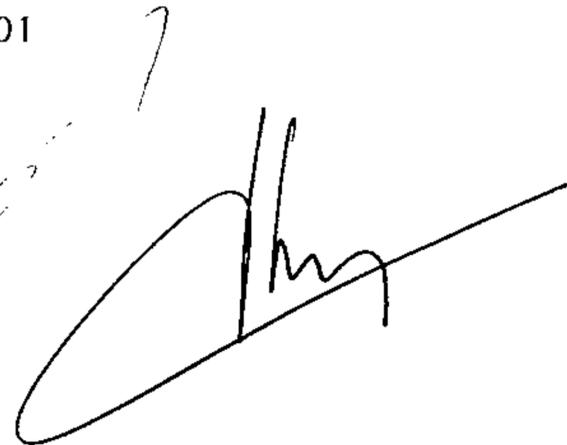
Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Reims  
Le 5 décembre 2001

En 6 originaux

DUPLICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE REIMS NORD Le ..... 05 12 2001 .....	
F° ..... 15 .....	BORD ..... B.0017 .....
REÇU {	- Dt DE TIMBRE ..... 1800 .....
	- Dts DENREG' ..... 1000 .....
Signature : 	
D. BERGER Receveur Principal	



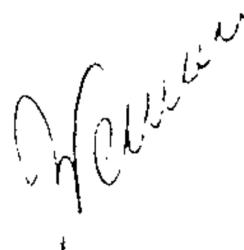
La soussignée, Jocelyne ERGINO  
demeurant 6 Rue de la Prison du Baillage – 51100 REIMS

conjoint commun en biens de Monsieur Gilles VERMEREN, apporteur de deniers  
provenant de la communauté, reconnaît avoir été avertie, en application de l'article  
1832-2 du Code Civil, de la cession de part envisagée entre Monsieur Jean Claude  
LEBRASSEUR et son époux pour le prix de DIX EUROS et avoir reçu une information  
complète sur cet apport en numéraire,

et déclare ne pas vouloir être personnellement associée et renonce pour l'avenir à  
revendiquer cette qualité, la qualité d'associée devant être seule reconnue à son  
conjoint pour ladite part souscrite.

POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

Fait à REIMS,  
Le 5 décembre 2001



Dépôt du:

13 DEC. 2001

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

□ Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR,  
demeurant 237 Avenue de Laon – 51100 REIMS,

ci-après dénommé "le cédant",  
d'une part,

□ Monsieur Eric LINASSI,  
demeurant 4 Rue Jacques Prévert – 08190 ASFELD,

ci-après dénommé "le cessionnaire",  
d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Reims du 18 décembre 1998, enregistré à REIMS NORD, bordereau 15915, Folio 10, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AUDEXCO, au capital de 14000 Euros, divisé en 1400 parts de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 235 Avenue de Laon - 51100 REIMS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro REIMS B 421 247 274. La société AUDEXCO a pour objet principal l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes telles que définies par l'Ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

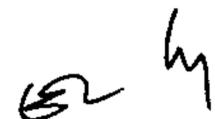
Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Par les présentes, Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Eric LINASSI qui accepte, une part sociale de 10 Euros numérotée 1048 lui appartenant dans la Société.

Monsieur Eric LINASSI devient l'unique propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.



Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DIX EUROS (10 Euros), que Monsieur Eric LINASSI a payé à l'instant même à Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

### DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- qu'il est né le 28 octobre 1947 à CHAMALIERES (Puy de Dôme),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Monica BLOCHER,

Etant précisé que Monica BLOCHER, conjoint commun en biens du cédant, n'a pas revendiqué la qualité d'associée à la constitution de la société.

- qu'il est de nationalité Française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 19 avril 1963 à EPERNAY (Marne),
- qu'il est divorcé
- qu'il est de nationalité Française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

EL by

## AGREMENT DE LA CESSION

Monsieur Daniel BISTER  
Monsieur Sébastien LEBRASSEUR  
Monsieur Michel CANONNE

Seuls associés de la société avec le Cédant ont autorisé ladite cession et agréé le Cessionnaire en qualité de nouvel associé à compter de ce jour.

## DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AUDEXCO est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

## FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

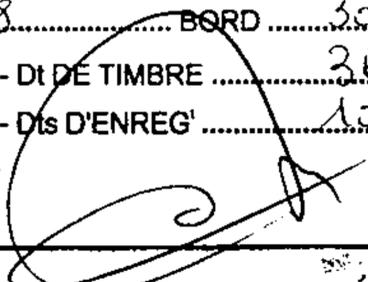
## FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Reims  
Le 5 décembre 2001

En 6 originaux

MULTICATA

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE REIMS NORD Le <u>05 12 2001</u>	
F° <u>18</u>	BORD <u>30019</u>
REÇU {	- DI DE TIMBRE <u>360F</u>
	- Dts D'ENREG' <u>100F</u>
Signature : 	

**D. BERGER**  
Receveur Principal



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : 13 DEC. 2001

## CESSION DE PARTS SOCIALES

### Les soussignés :

□ Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR,  
demeurant 237 Avenue de Laon – 51100 REIMS,

ci-après dénommé "le cédant",  
d'une part,

□ Monsieur Jacques POTDEVIN,  
demeurant 22 Rue laugier – 75017 PARIS,

ci-après dénommé "le cessionnaire",  
d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Reims du 18 décembre 1998, enregistré à REIMS NORD, bordereau 15915, Folio 10, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AUDEXCO, au capital de 14000 Euros, divisé en 1400 parts de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 235 Avenue de Laon - 51100 REIMS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro REIMS B 421 247 274. La société AUDEXCO a pour objet principal l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes telles que définies par l'Ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

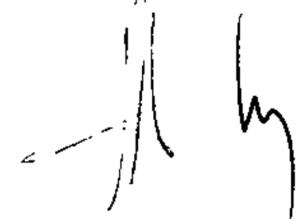
### CESSION

Par les présentes, Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Jacques POTDEVIN qui accepte, une part sociale de 10 Euros numérotée 1046 lui appartenant dans la Société.

Monsieur Jacques POTDEVIN devient l'unique propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : 13 DEC. 2001



Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DIX EUROS (10 Euros), que Monsieur Jacques POTDEVIN a payé à l'instant même à Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

### DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- qu'il est né le 28 octobre 1947 à CHAMALIERES (Puy de Dôme),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Monica BLOCHER,

Etant précisé que Monica BLOCHER, conjoint commun en biens du cédant, n'a pas revendiqué la qualité d'associée à la constitution de la société.

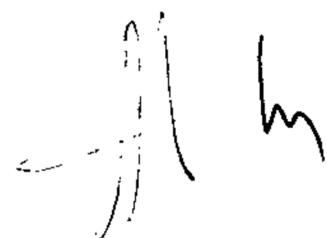
- qu'il est de nationalité Française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 14 septembre 1949 à PARIS (17<sup>e</sup>),
- qu'il est marié sous le régime de la séparation de biens avec Léna LACOSTE,
- qu'il est de nationalité Française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



## AGREMENT DE LA CESSION

Monsieur Daniel BISTER  
Monsieur Sébastien LEBRASSEUR  
Monsieur Michel CANONNE

Seuls associés de la société avec le Cédant ont autorisé ladite cession et agréé le Cessionnaire en qualité de nouvel associé à compter de ce jour.

## DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AUDEXCO est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

## FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

## FRAIS

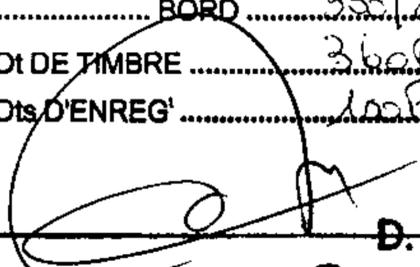
Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.



Fait à Reims  
Le 5 décembre 2001

En 6 originaux

**DUPLICATA**

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE REIMS NORD Le ... 07 ... 12 ... 2001	
F° ... 18	BORD ... 30018
REÇU {	- Dt DE TIMBRE ... 3608
	- Dts D'ENREG' ... 1008
Signature :	
	

**D. BERGER**

**Receveur Principal**

2103746

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du :

13 DEC. 2001

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

□ Monsieur Daniel BISTER,  
demeurant 4 Impasse de la Maye - 51450 BETHENY,

ci-après dénommé "le cédant",  
d'une part,

□ Monsieur Séverin LINASSI,  
demeurant 1 Rue Basse - 08220 SEVIGNY WALEPPE,

ci-après dénommé "le cessionnaire",  
d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Reims du 18 décembre 1998, enregistré à REIMS NORD, bordereau 15915, Folio 10, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AUDEXCO, au capital de 14000 Euros, divisé en 1400 parts de 10 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 235 Avenue de Laon - 51100 REIMS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro REIMS B 421 247 274. La société AUDEXCO a pour objet principal l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes telles que définies par l'Ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

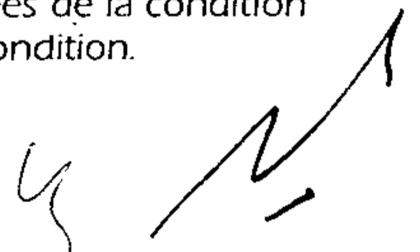
CESSION

Par les présentes, Monsieur Daniel BISTER cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Séverin LINASSI qui accepte, une part sociale de 10 Euros numérotée 1400 lui appartenant dans la Société.

Monsieur Séverin LINASSI devient l'unique propriétaire de la part cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS  
Registre du Commerce de REIMS N° Analytique  
Dépôt du : 13 DEC. 2001



Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de DIX EUROS (10 Euros), que Monsieur Séverin LINASSI a payé à l'instant même à Monsieur Daniel BISTER, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

### DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- qu'il est né le 13 décembre 1940 à PIONNAT (Creuse),
- qu'il est marié sous le régime de la communauté légale avec Monique LANIESSE,

Etant précisé que Monique LANIESSE, conjoint commun en biens du cédant, n'a pas revendiqué la qualité d'associée à la constitution.

- qu'il est de nationalité Française,
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 30 juin 1938 à LIVRY GARGAN,
- qu'il est marié sous le régime de la communauté universelle avec Bernadette LEFEVRE,

Bernadette LEFEVRE, conjoint commun en biens du cédant, par acte séparé annexé, a déclaré avoir pris connaissance de ladite cession et ne pas revendiquer la qualité d'associée

- qu'il est de nationalité Française,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



## AGREMENT DE LA CESSION

Monsieur Jean Claude LEBRASSEUR  
Monsieur Sébastien LEBRASSEUR  
Monsieur Michel CANONNE

Seuls associés de la société avec le Cédant ont autorisé ladite cession et agréé le Cessionnaire en qualité de nouvel associé à compter de ce jour.

## DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AUDEXCO est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

## FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

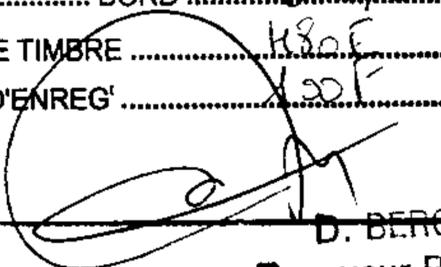
## FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

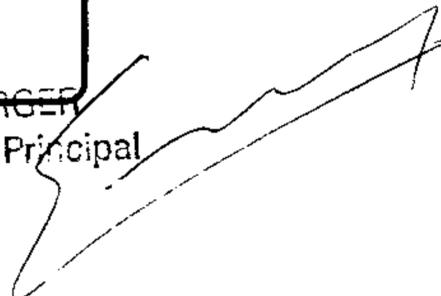
Fait à Reims  
Le 5 décembre 2001

En 6 originaux

.....

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DE REIMS NORD Le ..... 07 ..... 12 ..... 2001 .....	
F° ..... 13 .....	BORD ..... 30016 .....
REÇU {	- Dt DE TIMBRE ..... 180 F .....
	- Dts D'ENREG' ..... 100 F .....
Signature : 	

D. BERGER  
Receveur Principal



La soussignée, Bernadette LEFEVRE  
demeurant 1 Rue basse – 08220 SEVIGNY WALEPPE

conjoint commun en biens de Monsieur Séverin LINASSI, apporteur de deniers  
provenant de la communauté universelle, reconnaît avoir été avertie, en application  
de l'article 1832-2 du Code Civil, de la cession de part envisagée entre Monsieur  
Daniel BISTER et son époux pour le prix de DIX EUROS et avoir reçu une information  
complète sur cet apport en numéraire,

et déclare ne pas vouloir être personnellement associée et renonce pour l'avenir à  
revendiquer cette qualité, la qualité d'associée devant être seule reconnue à son  
conjoint pour ladite part souscrite.

POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

Fait à SEVIGNY WALEPPE,  
Le 5 décembre 2001

B 